

Solidaires en action N° 99

Le 23 septembre 2013

Retraite : il faut rapidement une suite au 10 septembre

Tracts, affiches, autocollants Solidaires pour organiser la lutte sur les retraites



Le projet de loi du gouvernement Hollande/Ayrault entérine et poursuit les contre-réformes de 1993, 1995, 2003, 2007 et 2010. Ce que nous refusons (comme la Gauche) sous un gouvernement de Droite, il n'y a aucune raison de l'accepter aujourd'hui d'un gouvernement de Gauche. L'allongement de la durée de cotisations, la décote, la désindexation vis-à-vis des salaires, ... tout est maintenu. **Ayrault prolonge Fillon** par un nouvel allongement de la durée de cotisations et y ajoute une augmentation des cotisations payées par les salarié-es !

Ce sont les salarié-es qui produisent la richesse collective. Nous ne devons rien à celles et ceux qui nous la confisquent en s'appropriant le fruit de notre travail. **Imposons une autre répartition des richesses, et les 20 milliards pour les retraites seront bien vite trouvés !**

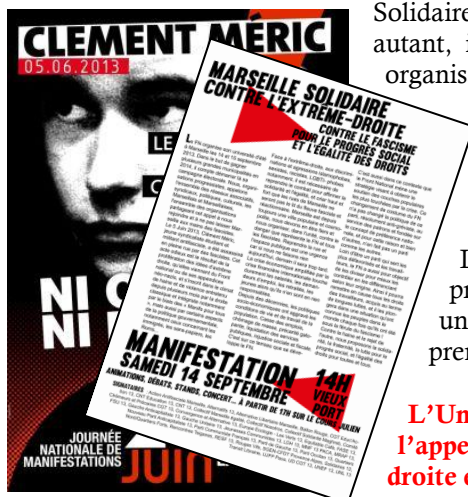


**Pas un euro de moins, pas un trimestre de plus !
Rejetons ce projet de loi qui prolonge les précédentes régressions sociales**

L'Union syndicale Solidaires a proposé une nouvelle réunion intersyndicale très rapidement après la journée d'action du

10 septembre, pour impulser la suite nationalement. Ni CGT, ni FSU, ni FO n'ont relayé cette demande. Sans tarder, dans les entreprises, les services et les localités, prenons des initiatives, rassemblons les salarié-es, les retraité-es, les jeunes ! **Ce serait une grave erreur que d'attendre le début du débat parlementaire, le 7 octobre, pour poursuivre le mouvement national contre ce projet de loi !** Des équipes militantes d'autres organisations syndicales défendent aussi cette position ; unissons-nous pour imposer un mouvement d'ampleur !

Le fascisme tue. Ensemble, combattons-le ! Après Marseille...



Solidaires était bien représenté à la manifestation du 14 septembre à Marseille. Pour autant, il faut dire que celle-ci aurait dû rassembler plus de monde : de nombreuses organisations nationales signataires de l'appel qui a suivi l'assassinat de Clément Méric n'ont pas du tout mobilisé, ni même fait connaître cette manifestation. Localement, en dehors de Solidaires, si des délégations CGT, FSU, CNT-f, CNT-SO étaient présentes, le mouvement syndical n'a pas mobilisé massivement.

Les manifestations ne suffiront pas à faire reculer l'extrême-droite. Mais la présence dans la rue demeure indispensable : une présence de masse, en lien avec un travail de fond qui doit être mené au cœur des organisations syndicales, en premier lieu par toutes nos sections syndicales.

L'Union syndicale Solidaires adresse à toutes les organisations signataires de l'appel de juin, une feuille d'informations recensant des informations sur l'extrême-droite et sur les luttes antifascistes. Utilisons-là !

Sephora : ils exploitent et instrumentalisent les salarié-es !

Le Comité de Liaison Intersyndical du Commerce de Paris (CLIC-P) rassemble les syndicats parisiens de ce secteur affiliés à la CGT, la CFDT, FO, la CGC et Solidaires. Parmi de nombreux combats, ces équipes militantes luttent contre l'extension du travail de nuit et du dimanche. Dans un récent communiqué, le CLIC-P dénonce les manœuvres patronales des patrons de Sephora, enseigne du groupe LVMH du milliardaire B. Arnault.

Une nouvelle fois, Sephora tente d'instrumentaliser des salarié-es pour faire pression sur le juge au travers d'encarts publicitaires publiés dans la presse nationale. Ce sont donc des dizaines de milliers d'euros que cette entreprise a dépensé pour justifier son recours illégal au travail de nuit.

Le Clic-P se bat chez Sephora et dans toutes les enseignes du commerce contre la généralisation du travail de nuit car il est dangereux pour la santé et la sécurité des travailleurs-ses. C'est pour cela que le code du travail le limite aux activités qui présentent une nécessité sociale ou économique.

Le chantage à l'emploi qui transparaît derrière une «pétition» très minoritaire publiée par Sephora est odieux à double titre. Dans un contexte économique dégradé, Bernard Arnault, 10^{ème} fortune mondiale, tente de faire croire qu'il sera contraint de licencier s'il est contraint de... respecter la loi ! Bien au contraire, la réduction des amplitudes d'ouvertures des magasins ne pourrait avoir que des effets bénéfiques pour les salarié-es et les client-es. En resserrant le personnel sur des horaires réduits, les problèmes de sous-effectifs trouveraient un début de solution et pour les client-es, il est certainement plus important de pouvoir être conseillé par un-e vendeur-se que d'avoir des magasins ouverts jusqu'à 2 heures du matin.

Travail social : nouvelle mobilisation le 8 octobre



CGT, FSU, FAFPT et SUD Solidaires de la Fonction Publique Territoriale appellent les travailleurs-ses sociaux à poursuivre la mobilisation pour la reconnaissance des Diplômes d'Etat bac+3 au niveau II français et le reclassement des assistants sociaux, éducateurs spécialisés, éducateurs de jeunes enfants et conseillers en économie sociale et familiale. Pour défendre ces qualifications, ils appellent à un **rassemblement le 8 octobre à Paris**, à l'occasion du colloque organisé par les employeurs sur le thème « *quelles évolutions pour la filière sanitaire et sociale de la FPT ?* »

Les 4 fédérations syndicales se retrouvent autour d'un manifeste « *le travail social : avec des professionnels promoteurs de droits et de lien social* ». Elles réaffirment la prééminence des valeurs fondamentales d'humanisme et de solidarité s'appuyant sur les textes définissant l'intervention des travailleurs-es sociaux, et appellent à la restauration des droits sociaux fondamentaux pour tout citoyen-ne !

Notre Dame des Landes : enterrons définitivement le projet !

Le coup d'arrêt à l'avancée de Vinci et de l'Etat est réel sur le terrain depuis quelques semaines déjà. Fortes des avancées acquises ces derniers mois, l'ACIPA et la Coordination des opposants organisaient ce grand rassemblement estival pour augmenter la pression sur les décideurs, comme cela fut fait au lendemain de l'invasion policière du 16 octobre. **Pour autant, le projet d'aéroport est loin d'être définitivement stoppé !**

Les porteurs du projet se sont obstinément fourvoyés dans une impasse politique majeure, tant par leurs exactions sur la ZAD (expulsions, destructions de maisons, agressions policières...) que par leurs mensonges répétés et leur mépris affiché des conclusions des trois commissions, en particulier celles du Comité scientifique !

La présence de Solidaires lors du rassemblement de début août s'inscrivait dans la continuité de notre soutien à la mobilisation contre le projet d'aéroport. Le choix d'avoir un stand dans l'espace climat faisait suite aux décisions prises lors du Forum Social Mondial de Tunis qui a organisé pour la première fois un espace de débats spécifiques sur les questions climatiques. A l'issu de ceux-ci, il a été décidé d'organiser partout où cela est possible des espaces climat afin de sensibiliser le public aux enjeux climatiques. Ce stand national Solidaires a permis de créer un point de rencontre avec les militant-es de passage sur le site et aussi de discuter et faire connaître Solidaires notamment en matière d'environnement puisque les fiches sur le thème de la transition énergétique élaborées par la commission écologie étaient disponibles. Solidaires 44 tenait également un stand, des militant-es SUD-Rail ont préparé des repas, de nombreux/ses autres camarades ont participé à ces journées de résistance et de fête.

TCN/KEOLIS (Nîmes) : en grève depuis le 5 septembre

Jeudi 5 septembre, la quasi-totalité des 400 conducteurs et conductrices du réseau *Tango* étaient en grève. Résultat : aucun bus *Tango* en circulation à Nîmes et son agglomération. **Un mouvement qui se poursuit ; chaque matin, les grévistes tiennent une assemblée générale.**

Le groupe *Kéolis* (filiale de « l'entreprise publique *SNCF* » !) a une politique de destruction des acquis sociaux et de répression du personnel. A Nîmes, les négociations salariales sont repoussées par la direction depuis le début de l'année. La direction de *Kéolis* s'attaque au réseau nîmois qui est réputé comme étant un des plus durs syndicalement. L'action a démarré sous l'impulsion de SUD-TCN. Puis, tous les syndicats (CGT, CFDT, CGC) s'y sont joints.



Les patrons se sont retrouvés face à une intersyndicale et à un mouvement suivi par la quasi-totalité du personnel. SUD-TCN demande une augmentation de 2%, des tickets-restaurant pour chaque jour travaillé, l'augmentation du nombre de conductrices travaillant sur le tram-bus, etc. Il faut aussi que cessent les multiples sanctions et que les conditions de travail s'améliorent.

La recherche de profits imposée par la direction touche directement les usagers : il faut faire rouler les bus plus vite pour augmenter le nombre de rotation et le matériel n'est pas entretenu (ce qui a des conséquences aussi sur la santé des conducteurs-trices).

Les dix cadres qui ont travaillé à la réorganisation du réseau en cette rentrée se sont partagé 300 000 euros. Les bénéfices de *Kéolis* en 2012 sont de 4 milliards d'euros et *TCN* est une société en participation dont 80% remonte au groupe. Les grévistes, eux, n'ont pas ces moyens financiers, loin s'en faut : **une collecte solidaire est mise en place**, les chèques sont à adresser à Solidaires Gard, 6 rue Porte d'Alès, 30 000 Nîmes).

Centre commercial de Lyon Part-Dieu : ça bouge !

A Lyon, les syndicats CFDT, CGT, FO et SUD Commerce et Services ont créé une intersyndicale sur le centre commercial de la Part-Dieu. 3800 salarié-es, dont 75% de femmes, travaillent dans un des plus grands centres commerciaux d'Europe, dans des conditions inacceptables : parking payant à 99 euros par mois soit un dixième du salaire, pas de crèche pour la garde des enfants, aucune salle de restauration et repos, les salarié-es mangent sur des cartons dans des escaliers.

Un rassemblement d'une cinquantaine de personnes a été organisé le samedi 7 septembre ; les manifestant-es ont ensuite proposé une pétition aux usagers du centre, à l'entrée des parkings. Alors que 150 millions d'euros sont prévus pour la rénovation du centre commercial et que des locaux sont vides, les salarié-es réclament :

- ☐ Le parking gratuit pour les salarié-es.
- ☐ Une crèche.
- ☐ Une salle de repos/restauration.
- ☐ La mise en place d'un CHSCT de site.

Le directeur du centre refuse de recevoir l'intersyndicale, expliquant que cela ne le regarde pas tout en mettant en place des « clients mystères » qui tournent sur les boutiques pour s'assurer du sourire des vendeurs-ses. L'intersyndicale a déjà programmé une conférence de presse et une lettre ouverte aux élus locaux pour leur demander d'intervenir ainsi que la mise en place de délégués syndicaux de site qui vont aller à la rencontre des 3800 salarié-es.

Téléperformance : des acquis par la lutte, mais insuffisants

Depuis fin juin, SUD appelait seul à la grève chez *Téléperformance*. Depuis 2007, les salaires n'ont pas évolué dans cette entreprise. Il était donc nécessaire de construire une mobilisation avec les salarié-es.

Après des négociations éclair, la direction proposait dès le 12 Juillet un « Procès-verbal de désaccord » avec des mesures ridicules. Le syndicat SUD n'a pas signé le PV de désaccord NAO 2013. **Les mobilisations ont permis d'arracher des augmentations, mais elles restent bien trop modestes après 6 ans de disette.** Sans la mobilisation organisée par SUD depuis fin juin, la proposition aurait été « zéro » ; si d'autres syndicats avaient appelé à la grève réellement, le résultat aurait pu être meilleur. Au lieu de ça, certains ont préféré torpiller le mouvement et ont même osé ressortir le chantage à l'emploi comme le font les patrons. Cette victoire est en demi-teinte. Après discussion avec les salarié-es impliqué-es dans ces mouvements, les sections syndicales SUD à *Téléperformance* France ont décidé de cesser le 23 septembre les appels grèves lancés depuis fin juin.

Finances publiques : il faut créer des emplois !

Les hausses d'impôt ont été au cœur des enjeux et des préoccupations des contribuables comme en attestent les agents des finances publiques qui sont les témoins directs de la dégradation des conditions de vie de nos concitoyens, de l'impact de la crise et des conséquences des politiques fiscales des gouvernements successifs [...]



Dans les services, l'inquiétude des agents est chaque année de plus en plus vive car, si les sollicitations des contribuables sont de plus en plus nombreuses, la tension augmente également, confirmée par une hausse du nombre d'incidents et la multiplication des agressions verbales voire physiques.

Ceci procède des effets de la crise économique et sociale, générant un allongement des files d'attentes devant les services des Finances Publiques. Cette dégradation de la situation est aussi la **conséquence de la réduction continue des effectifs au sein des services de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) et, par conséquent, d'une difficulté croissante à faire face à la charge de travail à l'accueil comme dans l'ensemble des postes et services.**

Après 5 années d'une « RGPP » particulièrement destructrice, [...] après la suppression de 2062 emplois à la DGFIP en 2013, le gouvernement s'apprête à annoncer la disparition d'un volume équivalent d'emplois dans le cadre du budget 2014. Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques ne cessent d'alerter les pouvoirs publics sur la dégradation des conditions d'exercice des missions directement liée aux suppressions d'emplois et aux restrictions budgétaires à la DGFIP. Face à l'augmentation avérée de la charge de travail, elles exigent l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, et l'augmentation des moyens financiers et matériels.

Sapeurs pompiers : tous à Chambéry, le 12 octobre !



Comme en 2012 à Amiens, le syndicat SUD SDIS appelle les sapeurs pompiers à se rendre à l'assemblée générale de la FNSPV. Elu-es politiques, industriels, pouvoirs publics, prétendent décider de l'avenir des professionnels du secteur ... mais **les organisations syndicales, en tous cas SUD SDIS, doivent s'inviter à cette manifestation annuelle où ils sont accueillis par ... le service cde sécurité !** Pour ne pas laisser les fossoyeurs de la sécurité civile festoyer tranquillement, SUD SDIS sera présent le 12 octobre à Chambéry.

Air France - KLM : la direction en veut toujours plus

Depuis le lancement du plan « Transform 2015 » qui vise à pressurer toujours plus les salarié-es, le syndicat SUD Aérien dénonce le discours hypocrite des patrons d'Air France qui tentent de faire croire qu'il s'agit de « sauver l'entreprise en danger », alors que celle-ci se porte très bien. La direction d'Air France s'attaque à tous les droits des salarié-es du Groupe et supprime des milliers d'emplois pour renforcer les bénéfices des actionnaires ! Les ministères du transport et du travail couvrent cette politique...

Les chiffres sont têtus : le groupe AF- KLM se porte bien et poursuit sa politique de croissance, comme les deux autres grandes entreprises européennes, Lufthansa et British Airways-Iberia. Le Groupe dégage un excédent de plusieurs milliards d'€, est dans le quatuor de tête mondial des compagnies aériennes en termes de trafic passagers, est le numéro un mondial pour le fret aérien ... mais considère que sa marge financière est insuffisante ! Air France vient de recevoir son 8^{ème} Airbus A 380 et compte bien continuer sa croissance ! Ni les low costs ni les compagnies du Golfe n'empêchent Air France de remplir les avions avec une moyenne historique frôlant les 90 % de taux de remplissage (un des meilleurs chiffres mondiaux), ni de recueillir une excellente recette unitaire, là aussi une des meilleures du marché.

Pour dégager plus de marges, il faut baisser le coût de la masse salariale. La **suppression de 2800 emplois**, n'est pas du tout le pendant d'une baisse d'activité, mais découle de la seule **volonté d'accroître la sous-traitance pour toujours moins rémunérer les salarié-es**. Les premiers visés vont être les salarié-es du Fret/Cargo et le personnel au sol des escales France. Les salarié-es du Fret Orly sont menacés de disparition pure et simple ! La direction annonce une nouvelle année de **blocage des salaires**, après une perte de près de 10% cumulés en 2012 et 2013. La volonté de recourir à l'**annualisation des heures de travail** dans plusieurs secteurs va dans le même sens : dégrader les conditions de travail ! Près de 10 000 emplois ont déjà été supprimés depuis 6 ans, alors que l'activité du Groupe ne cesse de croître. Pour celles et ceux qui restent, la première conséquence est une dégradation aggravée des conditions de travail pour de nombreux métiers où l'on exige une vigilance pointue et où la sécurité des vols est en jeu. SUD Aérien mettra tout en œuvre pour organiser la riposte face à ce nouveau mauvais coup de la direction.

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/rubrique70.html>